

ÉDITORIAL

Avec la rencontre au Larzac et les préparatifs de notre AG à Lyon en octobre et du FSE en novembre, le CADTM France s'enracine dans le paysage altermondialiste tout en développant son expertise spécifique sur la dette et les thèmes qui lui sont connexes. Ce bulletin cherche à dresser un bilan de nos dernières actions et à faire le point sur l'actualité de la dette avant ces étapes importantes. Nous espérons que vous prendrez plaisir à le lire.

Avant cela, précisons que nous dédions ce bulletin à José Bové, syndicaliste paysan condamné pour s'être élevé contre les OGM. Nous lui faisons part de tout notre soutien au moment de sa sortie récente de prison, même si elle ne s'accompagne pas de la grâce attendue. Nous déplorons surtout qu'il n'ait pas eu la chance de Jean-Claude Trichet, directeur défaillant du Trésor français au moment des graves dérapages du Crédit Lyonnais, blanchi en justice le 18 juin, et aussitôt placé en position d'accéder dès novembre à la tête de la Banque centrale européenne. Pourtant, l'un a rempli correctement sa mission, l'autre pas...

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

COULERA, COULERA PAS... ?

✓ Coulera : le pétrole dans l'oléoduc Tchad-Cameroun, des champs pétrolifères de Doba au terminal maritime de Kribi, sur 1070 km, depuis juillet. Rendu possible grâce au soutien de la Banque mondiale, ce projet implique ExxonMobil, Petronas et Chevron. D'un coût de 3,7 milliards de dollars, il accroît la dette publique tchadienne, alors que les bénéfices, même si des engagements mirobolants ont été pris, viendront renforcer le régime dictatorial d'Idriss Déby, qui de surcroît a provoqué la colère du FMI pour lui avoir fourni des informations erronées. Vive la transparence !

✓ Coulera : le pétrole à São Tomé, petit archipel dans le golfe de Guinée, qui vendra début 2004 ses premiers gisements pétroliers offshore. Conséquence : il vient d'être la proie d'un coup d'État militaire, preuve supplémentaire que pétrole et dictature sont intimement liés. Problème : en Afrique, la dette et la misère complètent ce carré infernal, alors que les ressources du sous-sol devraient servir le développement. Ce pays pauvre se voit de plus courtisé par les États-Unis qui veulent y installer une base militaire. Le pire est à craindre.

✓ Coulera : la mise en eau du plus grand barrage du monde, dit des Trois-Gorges, en Chine, a débuté en juin, malgré de multiples failles détectées. Ce méga-projet implique le déplacement de 1,2 million de personnes, alors que 13 villes et 116 villages ont déjà été rayés de la carte. Le lac de rétention couvrira une superficie égale aux deux tiers de la France, faisant peser sur toute la région une menace écologique majeure. Bien sûr, la dette de la Chine augmente, et on estime que plus de 60 millions de dollars de fonds publics ont été détournés à cette occasion. L'eau coulera derrière le barrage, et l'argent aussi...

✓ Coulera pas, enfin peut-être : Électricité de France (EDF) vient d'annoncer son retrait du projet de barrage de Nam Theun 2 au Laos (voir bulletin 7), ce qui pourrait le faire capoter. La pression des ONG, dont le CADTM, a sans doute joué son rôle.

AGENDA

8-10 août : rencontre citoyenne contre l'OMC sur le plateau du Larzac (voir p.4).

19-24 août : participation de Claude Quémar à la 3e Assemblée des Peuples de la Caraïbe, à Port-au-Prince (Haïti).

22-26 août : interventions d'Eric Toussaint et Damien Millet sur la dette lors de l'Université d'été d'Attac en Arles (13).

10-14 septembre : conférence ministérielle de l'OMC à Cancun (Mexique, p.4).

12-14 septembre : Fête de l'Huma, à La Courneuve (93).

17 octobre : intervention de Claude Quémar à La Chapelle-sur-Erdre (44).

17 octobre : débat autour du film sur la dette réalisé par Survie Rhône, avec le CADTM France, Attac et Survie, à Lyon.

18 octobre : AG du CADTM France, à l'Espace St Georges de Lyon (69).

8 novembre : intervention de Damien Millet sur le rôle des pays du Nord et des IFI sur la santé au Sud, à Orléans (45).

12-15 novembre : Forum social européen, près de Paris (voir p.4).

G8 DÉCEVANT FACE À CONTRE-G8 UNITAIRE ET CONVIVAL

✓ Étouffé par les blocages répétés, voire le mépris, de Bush, le **G8 officiel** fut décevant. En effet, selon le communiqué des organisations présentes sur place, dont le CADTM, au niveau officiel ce fut "un G8 pour rien". Pour preuve, "les dirigeants du G8 reconnaissent la profonde crise que traverse le système actuel", mais ils "réaffirment pourtant leur rhétorique néolibérale et leur "confiance dans la croissance", réitérant la nécessité d'accélérer encore la libéralisation du commerce mondial. Ce faisant, ils refusent de reconnaître que les politiques qu'ils préconisent sont en fait les causes mêmes de ce désordre mondial." La supercherie de l'ouverture aux pays du Sud "ne fait que rendre plus complexe la nécessaire redéfinition de l'architecture d'une "gouvernance mondiale" réellement démocratique."

✓ A Deauville, en mai 2003, les **ministres des Finances** du G8 ont remis en cause le rôle du Club de Paris (qui regroupe les pays créanciers), l'encourageant "à améliorer sa méthodologie". Ils l'incitent surtout à "prévoir une réponse (...) adaptée à la situation financière de chaque pays", pour rectifier le tir après des prévisions du FMI bien trop optimistes qui n'ont pas permis à la dette de nombreux pays de redevenir "soutenable" (selon leur jargon). Malgré tout, les annulations de dette ne peuvent être décidées que "dans des cas exceptionnels", preuve que leur diagnostic manque franchement de pertinence.

✓ Au contraire, le **contre-sommet** qui accompagnait la réunion du G8 fut un succès. Les alternatives avancées par le mouvement altermondialiste, dans toute sa diversité, ont désormais acquis une vraie crédibilité. Pour sa part, le CADTM a été de plain pied dans la cohésion des ONG et des collectifs présents à Genève et à Annemasse. Notre participation a été multiple : organes de préparation, conférences, manifestation générale... Bien sûr, toutes les déclarations ne répondent pas suffisamment à nos espérances, mais si l'on songe aux discours tenus il y a encore deux ans, la progression est stupéfiante. La synthèse des quatorze conférences-débats convoquées par le Sommet pour un autre monde (SPAM) montre que nous franchissons des étapes importantes.

Concernant la dette, la responsabilité des politiques libérales par le mécanisme des conditionnalités politiques est bien notée dans la synthèse. La demande d'un tribunal international de la dette sous l'égide des Nations Unies y est explicite, pour traiter de la dette odieuse, des biens mal acquis, de l'esclavage, de la colonisation, de l'échange inégal, et du pillage des ressources. Le mot "réparations" figure également.

Les autres thèmes abordés génèrent des conclusions communes également intéressantes : demande d'une évaluation des impacts sociaux et environnementaux avant de s'engager dans toute négociation commerciale ou orientation de développement ; demande de

développement d'un droit international relatif à la gestion de l'eau, bien commun de l'humanité ; taxe globale sur les transactions de change pour financer le développement ; levée immédiate du secret bancaire et fermeture des paradis fiscaux ; rupture avec les logiques promues par les institutions financières internationales ; propositions efficaces de lutte contre le fléau du sida, etc..

Toutes ces propositions ont été relayées auprès des autorités repliées à Évian par une délégation de camarades du Sud, lors d'une rencontre avec le secrétaire général de l'Elysée, à laquelle participait au nom du CADTM notre amie burkinabé Clémentine Ouédraogo.

✓ Le 1er juin, la manifestation anti-G8 avait deux départs : l'un à Annemasse, l'autre à Genève. Après la jonction des cortèges, regroupant en tout 100 000 personnes, deux cercles d'environ une centaine de personnes se sont constitués autour de grands




anneaux en carton symbolisant la **chaîne de la dette**. Le slogan "Elle tue, elle pille, elle assassine, annulez la dette" chanté, crié en chœur par les manifestants résonnait comme un coup de canon. Puis les anneaux ont été déchirés en mille morceaux et brûlés en tas comme pour symboliser notre volonté d'un monde libéré de la dette. Un feu

purificateur dans la clameur.

✓ Le **concert de clôture** du SPAM, devant 30 000 personnes, fut un grand et beau moment. Malheureusement, les finances de nos amis de *Say it loud !* sont déficitaires. Vous pouvez les aider en vous procurant CD, t-shirts ou badges. Contactez nous !

✓ Comme en 2002, le **Forum des peuples** s'est réuni à Siby (Mali) au moment du G8. Baptisé "Consensus des peuples face au consensus du G8", il a réuni des représentants de la société civile du Mali, du Bénin, du Sénégal, du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Togo et du Cameroun, soit un échantillon des populations qui subissent de plein fouet les mesures prédatrices prises à des milliers de kilomètres de là au même moment. Sur la dette, la conclusion du Forum des peuples est très claire : il "exige l'annulation totale et inconditionnelle des dettes du tiers-monde, le rapatriement des montants détournés et l'utilisation des ressources financières ainsi libérées dans les secteurs sociaux de base (santé, éducation, agriculture)" et "demande également la reconnaissance dans le droit international du délit « crime de dettes » ainsi que la poursuite dans les tribunaux ad hoc des individus, multinationales ou gouvernements ayant commis de tels crimes." Voir la déclaration sur www.cadtm.org

✓ Le **prochain G8** se déroulera du 8 au 10 juin 2004, aux États-Unis, à Sea Island, une station balnéaire huppée du sud de la Géorgie. Décidément, Évian fait des émules...  DAMIEN MILLET ET ALAIN SAUMON

SÉISMES EN ALGÉRIE

En 1994, l'Algérie était au bord de l'asphyxie économique. La dette algérienne était alors caractérisée par des échéances très élevées et à très court terme.

Le FMI, toujours prêt à soulager les pires dictatures, conclut un accord de rééchelonnement de la dette algérienne... contre l'imposition d'un programme d'ajustement structurel "ultra-libéral", qui soi-disant allait permettre à l'État de dégager les fonds nécessaires pour rembourser ses dettes.

C'est ainsi que le très lucratif secteur du commerce extérieur fut libéralisé, à la demande du FMI.

Ensuite, des pans entiers du secteur public furent démantelés ou tombèrent sous la coupe d'une poignée de militaires et de proches de la junte au pouvoir, d'autant plus facilement que sur fond de guerre et de massacres, aucune structure ne pouvait s'y opposer.

Dans l'opacité de la guerre civile et de la répression féroce que subirent les Algériens, des "contrebandiers" firent des fortunes mirobolantes. Tout pouvait s'acheter.

Faute d'un service public de contrôle et d'application des lois, la jungle de la spéculation immobilière s'empara des meilleures terres du pays.

Les plans d'occupation des sols, les politiques d'aménagement du territoire, les plans d'urbanisme et les normes de constructions antisismiques restèrent lettre morte face à la disparition des services publics de contrôle, vendus pour rembourser la dette au profit de quelques capitalistes, étrangers ou algériens.

Après un séisme meurtrier, les Algériens pleurent la mort de plus de 2 000 des leurs, des nôtres. Ils ont payé de leurs vies l'abandon de l'État et le remboursement de la dette.

Après le séisme que fut pour l'Algérie la colonisation et la guerre de l'Indépendance, d'autres secousses sismiques l'ont frappée successivement : l'endettement, la guerre civile et la "libéralisation" ultralibérale, avec des effets dévastateurs au niveau social.

L'épicentre du problème n'est pas géologique, c'est la dette, son remboursement imposé, l'obsession de sa soutenabilité, et sa criminalisation. On ne peut pas arrêter un séisme, mais on peut annuler la dette.

كيف بلغت الديون الجزائرية هذه المبالغ الخيالية؟

GUILLERMO SINTES DIAZ

BRÈVES


✓ La fameuse directive européenne sur le **chocolat**, autorisant 5 % du poids total en matières grasses végétales autres que le beurre de cacao, entre en vigueur le 3 août. Pour la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, les conséquences sont tragiques. Alors que le cacao lui fournissait jusque là les deux tiers de ses revenus d'exportation, ce chiffre risque de chuter de 20 % suite à cette directive. Nous devons donc plus que jamais nous comporter en consommateurs vigilants ! Le vrai chocolat, il est "pur beurre de cacao". Comme pour les OGM sans doute prochainement, l'étiquetage est tout ce qu'il nous reste...

✓ Le **Congo RDC** est devenu le 27^e pays à atteindre le point de décision dans l'initiative PPTTE. Après une longue guerre civile qui a fait 3 millions de morts et en échange de quelques allègements, il passe sous la domination du FMI, comme tant d'autres...

RENCONTRE À LA BANQUE MONDIALE

Le 26 juin, des responsables d'associations ont pu rencontrer Pierre Duquesne, administrateur représentant la France au FMI et à la Banque mondiale (Bm). Cette réunion, où je représentais le CADTM France, a duré 1h30 et a permis d'aborder deux thèmes : la gouvernance et la dette.

Sur la gouvernance, des discussions sont ouvertes en leur sein sur la (faible) représentation des pays africains, mais des changements sont peu probables. De plus, même s'il affirme que des progrès importants en terme de transparence ont eu lieu et que les évaluations internes du FMI et de la Bm sont vraiment indépendantes, on peut noter de graves lacunes, comme la non-publication des discussions internes ou des prévisions à géométrie variable (voir p.6).

Sur la dette, il reconnaît des blocages insurmontables du fait des États-Unis, ce qui peut se révéler un refuge facile pour la France. Malheureusement, seule une crise financière grave pourrait faire avancer les choses. Mais à quel prix ? Cet échange cordial nous a permis d'insister sur de graves insuffisances, comme la non-participation des populations à l'initiative d'allègement dite PPTTE (pays pauvres très endettés) malgré les annonces, ou le bilan largement insuffisant pour ces 42 pays pour lesquels en 2002 le transfert net sur la dette était toujours négatif.  DAMIEN MILLET

REDYNAMISER LES ÉNERGIES

Le CADTM France siège au comité de pilotage de la plate-forme Dette & Développement (PDD). Depuis plusieurs mois, ce collectif d'une trentaine d'associations et de syndicats s'essouffait un peu. Le changement de gouvernement n'y était pas pour rien, qui a conduit à la fermeture de l'observatoire des allègements de dette conjoint avec le HCCI (Haut commissariat à la coopération internationale) et aux gels budgétaires qui affectent plusieurs programmes de coopération... mais n'explique pas tout. Les nombreux chantiers qui nous sollicitent et le manque de nouveaux objectifs de mobilisation émuissaient également les disponibilités.

Il faut donc redynamiser les énergies. C'est sur ce constat que la PDD s'est réunie le 3 juillet, sous l'impulsion de Jean Merckaert, son nouveau coordinateur. La thématique "dette et droit" est ainsi devenue le point focal des activités pour deux ans. Le CADTM, pour qui ce thème est un sujet d'étude depuis plusieurs années, aura beaucoup à apporter, comme des travaux sur la dette odieuse ou des idées sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises ou des IFI, que ce soit au niveau de leurs dirigeants ou en tant que personnes morales.

 ALAIN SAUMON

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : août 2003

Photo : Sylvie Bourinet pour le CADTM

Précédents bulletins : www.cadtm.org

DU LARZAC À CANCUN

La sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tiendra du 10 au 14 septembre à Cancun. Elle prendra des décisions sur de nombreux points : projets de nouveaux accords sur l'investissement, la transparence des marchés publics, les politiques de la concurrence et la facilitation des échanges, mais aussi sur la libéralisation internationale du commerce des produits agricoles et des activités de services (AGCS), et sur la propriété intellectuelle.

Cette conférence de Cancun doit lancer la phase finale et globale du cycle de négociations lancé à Doha en décembre 2001.

La poursuite de ce cycle, dit "du développement", doit accroître le droit des entreprises transnationales au détriment des intérêts des salariés et des paysans, des droits sociaux, de la démocratie, des services publics, de la culture et de l'environnement. Une très forte mobilisation de la société civile est donc nécessaire.

Un "appel de Cancun" est en cours de signature par de nombreuses organisations dont le CADTM France. Il demande un moratoire sur les négociations AGCS et sur les négociations agricoles, l'ouverture d'une évaluation contradictoire de la politique de l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995, ainsi que l'abandon de tout projet d'accord venant étendre les pouvoirs de l'OMC.

Si des règles sont nécessaires en matière de commerce international - personne ne veut la loi de la jungle - les règles actuelles imposées par l'OMC favorisent avant tout les multinationales et mettent gravement en danger les citoyens et la démocratie. Elles conduisent en effet essentiellement à ruiner les petits agriculteurs, mettre en cause les acquis sociaux, désavantager encore plus les pays pauvres, faire baisser les salaires, réduire la capacité des gouvernements à protéger leurs citoyens, affaiblir les services publics.

A côté de mobilisations unitaires, avant et pendant la conférence de Cancun, pour la mettre en échec, comme à Seattle en 1999, la rencontre "Larzac 2003", qui se déroulera du 8 au 10 août sur le plateau du Larzac, et à laquelle participera le CADTM, sera un temps fort anti-OMC. Moment de réflexion, de fête et de musique, ce rassemblement permettra de réfléchir à des actions concrètes de lutte face à l'OMC.

José Bové, dont la peine de prison a finalement été aménagée, sera présent. Parions que le grand rassemblement citoyen du Larzac sera une nouvelle preuve que l'opinion n'est pas dupe du tournant ultra-libéral pris par le gouvernement Raffarin, dont l'un des projets est la réduction accélérée des services publics.

▼ SYLVIE BOURINET

FSE MODE D'EMPLOI

Le Forum social européen aura lieu du 13 au 15 novembre sur 4 sites : Paris (la Villette), St Denis et Bobigny au nord, Ivry au sud. S'ajoutera à cela le 12 novembre à Bobigny l'Assemblée européenne pour les Droits des femmes et, le dimanche 16, à St Denis, l'Assemblée des mouvements sociaux.

55 plénières (tables rondes avec 5 intervenant(e)s) dans des salles contenant de 1000 à 2000 personnes, 250 séminaires (salles de 200 à 1000 places) et 400 ateliers (moins de 200 places) se dérouleront entre le jeudi matin et le samedi midi. Une grande manifestation-parade servira de clôture le samedi après-midi. L'Assemblée européenne de préparation du FSE validera, fin septembre, les noms des intervenants dans les plénières et le choix des séminaires et ateliers.

Le CADTM sera présent de plusieurs manières dans les débats du FSE. Nous proposerons des intervenants dans les plénières "Relations Nord/Sud" qui abordent directement les questions de la dette, "Indivisibilité des droits et développement des droits économiques sociaux et culturels" et "Les Afriques, entre conflits et développement". Le CADTM international va également proposer un séminaire intitulé "Audit citoyen de la dette odieuse" en collaboration avec le CNCD et plusieurs associations du Sud. Il proposera probablement aussi des séminaires sur "Commerce et développement", "IFI" et "Transferts Sud/Nord". Le CADTM France proposera pour sa part un séminaire sur la "Dette écologique" en lien avec plusieurs associations, et participera certainement à l'aspect dette d'un séminaire sur "Haïti" en préparation.

Le FSE est un événement très important. Il nous faut dès maintenant le préparer activement : tenue du stand, hébergements, organisation physique et préparation de nos séminaires, comptes-rendus, etc. N'hésitez pas à nous faire connaître rapidement vos aspirations et vos disponibilités pour y participer à nos côtés.

▼ ALAIN SAUMON

NOUS AVONS SIGNÉ...

- ✓ La pétition du GISTI sur les "délinquants de la solidarité", voir www.gisti.org
- ✓ L'appel de Cancun sur l'OMC et l'AGCS, à l'initiative d'Attac (voir ci-contre)
- ✓ Pour une **Maison de l'Afrique noire** à St Denis (93).
- ✓ La **déclaration de Paris**, à l'initiative de 25 figures internationales de la lutte contre la corruption ou en faveur des droits de l'homme, notamment Éva Joly et Baltasar Garzón, pour dénoncer les effets dévastateurs de la grande corruption, avec son corollaire, l'impunité. Il propose un programme d'action en 10 points, pour faciliter les enquêtes, juger effectivement les délinquants et prévenir les dérapages (www.declarationdeparis.org).

BRÈVE


- ✓ Qui a dit que le FMI s'intéressait désormais aux conséquences sociales de ses exigences ? En **Roumanie**, en échange d'un prêt de 396 millions de dollars, il a exigé une réduction du nombre de fonctionnaires. Conséquence : environ 10 000 cheminots seront virés fin septembre, sur un total de 90 000 (et même 200 000 en 1990 !). Le libéralisme a toujours son pouvoir de nuisance.



A GRENOBLE

Le groupe CADTM Isère a pris de nombreuses initiatives ces derniers mois, notamment dans le cadre des actions contre la guerre en Irak et de la préparation du contre G8 : conférences-débats sur "Guerre, santé et sida" en avril, puis "Dettes et Irak" en mai. Notre stand, le 1er mai, a été très visité.

Nous avons conclu ce semestre par une réunion de formation "différente", qui a rassemblé 25 personnes : les 10 premiers chapitres du livre "50 questions/50 réponses" (voir bulletin 7) ont été présentés successivement par autant de membres de notre groupe, avec comme consigne : cinq minutes par chapitre, l'argumentaire essentiel, un ou deux chiffres-clés. Un grand succès qui a donné fortement envie aux autres de dévorer l'ouvrage... et peut-être de nous rejoindre.

Enfin, nous faisons partie du groupe de pilotage en vue du forum social local du 18 octobre... le jour de l'AG du CADTM. Rassurez-vous : nous nous partagerons pour être bien représentés à Lyon... En résumé, notre groupe, après une période de léger assoupissement (mais oui !), a retrouvé une forte motivation...  JO BRIANT

A NÎMES


Le CADTM progresse dans le Languedoc avec déjà un petit groupe de 6 personnes qui se réunit régulièrement au sein de la commission Dette, Développement et Solidarité d'ATTAC Gard. Des interventions ont eu lieu lors des nombreuses réunions locales d'Attac, des Alternatifs etc. Un stand a été tenu à Gignac le 15 juillet lors d'un concert de Femi Kuti, le grand artiste nigérian. Récidive du 18 au 20 juillet à Mèze pour le Forum associatif "Capauxsuds" où un stand et une conférence commune avec Survie ont permis de passer notre message, avec l'aide de Tiken Jah Fakoly qui clôturait le festival de Mèze. Après le Larzac où nous serons présents, différents projets se mettent en place comme un stand au Forum d'associations le 6 septembre, alors que des tracts ont été composés et distribués. Le groupe gardois s'intéresse aussi au Burkina où plusieurs de ses membres ont rencontré Pierre Nakoulima, président de ATTAC-CADTM Burkina. Une action de coopération est en cours avec déjà l'envoi d'un premier colis de livres pour étoffer une bibliothèque altermondialiste à Ouagadougou. Nous étudions aussi une proposition d'action collective avec Survie Languedoc, dont la présidente régionale, après s'être rendu sur place, souhaite développer un partenariat autour de nos revendications respectives avec des associations locales de part et d'autre...  GUILLERMO SINTES DIAZ

BRÈVE

✓ Le 1er juillet, dans l'indifférence générale, Bush a nommé le coordinateur de la politique "d'aide globale pour combattre le sida". Il s'agit de Randall Tobias. Tobias était à la tête d'une des plus importantes firmes pharmaceutiques des Etats-unis : Eli Lilly & Co. Qui a parlé de conflit d'intérêts ? Mais le fait que cette firme est l'un des principaux donateurs du parti républicain explique peut-être cela.

 CLAUDE QUÉMAR

FERMETÉ ARGENTINE

Le nouveau président argentin, Nestor Kirchner, se montre ferme, pour l'instant, envers le FMI qui accuse le coup. Pour Kirchner, il est hors de question de renégocier la dette au détriment de la population ni d'appliquer "les recettes lamentables ou désastreuses" du Fonds, car "à quoi bon faire de la dette extérieure une priorité si nous avons un pays qui se délite ?". Il se réjouit d'une croissance retrouvée après quatre années de récession, mais il sait que cette croissance est due en grande partie au fait que l'Argentine ne rembourse plus une bonne part de ses échéances depuis décembre 2001. La dette (prévue de 192 milliards de dollars fin 2003, une fois compensées les pertes du système bancaire) est donc un véritable enjeu. Présenté comme terne, Kirchner surprend, et cette fermeté se révèle payante, comme souvent. Le directeur du FMI, de passage à Buenos Aires en juin et qui veut maintenir le contact, s'est retrouvé contraint de louer sa "vision" et d'affirmer qu'il faut "déterminer quelle est la capacité de payer la dette sans ignorer ce qu'il faut pour donner aux gens un meilleur niveau de vie". Mine de rien, c'est franchement inhabituel ! Et Kirchner continue, annonçant un contrôle des entrées des capitaux spéculatifs, l'augmentation pour fin 2003 de 50 % du salaire minimum et l'abrogation d'un décret interdisant l'extradition des anciens tortionnaires sous la dictature (1976-1983). Rêvons un peu : à quand la répudiation de la dette ?  DAMIEN MILLET

LIRE

✓ **Les nouveaux prédateurs.** Politique des puissances en Afrique centrale, Colette Braeckman, éd. Fayard, 2003. Pour voir clair dans les événements complexes au Congo-RDC, avec notamment une partie historique depuis Lumumba et une partie sur les prédateurs internes et externes (Rwanda, Ouganda, etc.). La dette, qualifiée d'illégitime et d'odieuse, y est finement analysée : "la dette, c'est l'épée de Damoclès que l'Occident entend garder suspendue au-dessus des États africains, pour qu'ils ne s'avisent pas de bousculer l'ordre du monde et celui de la répartition internationale du travail... Le Congo sera allégé du fardeau ancien, lesté de nouvelles promesses, à condition qu'il suive la voie étroite de l'orthodoxie économique et politique." Salutaire.

✓ **Les nouveaux maîtres du monde** (et ceux qui leur résistent), Jean Ziegler, éd. Fayard, 2003. De la part du Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, un vaste panorama de la mondialisation néolibérale : son histoire, ses concepts (dont le fameux "consensus de Washington"), les prédateurs (multinationales, banques...), les mercenaires (OMC, Banque mondiale, FMI), et des exemples concrets des ravages au Niger, en Guinée ou encore en Mauritanie. Dans la dernière partie, il montre comment la résistance s'organise, au sein d'une nouvelle société civile planétaire (avec deux lignes sur le CADTM). On pourra tout de même regretter quelques approximations, et un satisfecit pour ce qu'il appelle *debt reduction strategy papers* (en fait les *poverty reduction strategy papers*) qui ne servent qu'à masquer le vrai visage des initiatives actuelles d'allègement de dette : le renforcement d'une domination implacable.

LA SURPRISE DES CHIFFRES

Le rapport *Global Development Finance* 2003 de la Banque mondiale (Bm) est sorti au printemps. Et il révèle quelques surprises.

Selon lui, le chiffre exact pour la dette extérieure totale des pays en développement en 2002 s'établit à 2384 milliards de dollars, contre 2332 en 2001. En hausse, donc. Pourtant, un an plus tôt, le chiffre avancé pour 2001 était de 2442 milliards de dollars. Comment expliquer cela ? Intrigués par cette incohérence pour laquelle nous n'avions pas d'explication, nous avons demandé aux services compétents de la Banque mondiale à Washington pourquoi les données concernant la dette avaient ainsi brutalement changé. Asseyez-vous... Il nous a été répondu que la Corée du Sud avait appris une bonne nouvelle : elle ne faisait plus partie des PED car son revenu annuel par habitant avait franchi le seuil de 9265 dollars ! En conséquence, sa dette extérieure (environ 110 milliards de dollars) n'était plus prise en compte pour calculer les totaux. Voilà qui est radical pour s'attaquer à l'effet boule de neige de la dette...

Il convient de se souvenir que la Banque mondiale n'en est pas à son coup d'essai. En 1999, elle avait retiré le Nigeria de la catégorie PPTTE composée de 41 pays à l'époque et l'avait remplacé par le Malawi, dont la dette est dix fois moins élevée. A nombre de PPTTE constant, cela avait eu pour résultat de réduire fortement le stock de la dette des PPTTE. Des journalistes avaient annoncé à l'époque, sans vérifier la liste des PPTTE, que la dette des pays pauvres avait été réduite dans le cadre des allègements décidés par le G7 en 1996 alors qu'il n'en était rien dans la réalité.

Enfin, un petit calcul confirme que l'estimation de la dette de certains pays qui n'adhèrent pas au système statistique de la Banque mondiale est des plus mystérieuses. C'est le cas de l'Irak, de la Libye, ou encore, plus surprenant, de l'Arabie Saoudite qui en est un administrateur permanent. En ce qui concerne la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (qui inclut ces trois pays), la dette annoncée est de 200 milliards de dollars. Or, si l'on ajoute les données disponibles pour les pays qui composent cette région, on arrive au total de 141 milliards de dollars. Par conséquent, la Bm estime à 59 milliards de dollars le total de la dette de la Libye, de l'Irak et de l'Arabie Saoudite, ce qui revient à la sous-estimer gravement puisque celle de l'Irak est à elle seule estimée à environ 383 milliards de dollars actuellement. Cela montre surtout que les données diffusées par la Banque mondiale sont sujettes à des évaluations qui peuvent différer fortement selon le message qu'elle souhaite diffuser.



Rejoignez-nous !

B8

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

Adhère au CADTM France : 10 euros 6 euros (petits revenus)

M'abonne aux publications du CADTM : 38 euros 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

L'ARROGANCE DE BUSH

L'arrogance de George W. Bush envers le Sud n'en finit pas de choquer. En voici trois nouveaux exemples.

✓ Il refuse de reconnaître la toute nouvelle Cour pénale internationale (CPI) et impose aux pays pauvres de signer des accords prévoyant d'exempter de poursuites les ressortissants US présents sur leur territoire. Au 1er juillet, 35 pays (sur les 90 signataires du traité initial) n'avaient pas obtempéré à ce caprice de petit chef, ils devront se passer de l'aide financière américaine pour l'équipement et la formation de leurs troupes militaires, pour un total de 50 millions de dollars. Nos félicitations aux réfractaires, parmi lesquels le Mali, le Niger, le Bénin, l'Afrique du sud et la Colombie. Mais comment accepter l'idée de sanctions pour s'être rallié à la loi internationale ?

✓ Il a programmé sa tournée africaine au moment d'une réunion importante de l'Union africaine, empêchant certains présidents de s'y rendre. En outre, sur l'emblématique île de Gorée (Sénégal), il n'a pas daigné présenter d'excuses pour le rôle des USA dans la traite des Noirs. Le CADTM continue de se battre pour faire avancer l'idée de réparations.

✓ La loi sur "la croissance et les possibilités économiques en Afrique" (AGOA) accorde un régime préférentiel à 38 pays africains, mais avec des conditions précises comme une véritable économie de marché et la protection de la propriété intellectuelle. Mais les importations US dans ce cadre concernent exclusivement les hydrocarbures et le textile (obligatoirement travaillé avec de la fibre importée des USA d'ailleurs). A l'inverse, les produits agricoles africains ne représentent que 4% des importations agricoles aux USA. Un vrai marché de dupes...

DAMIEN MILLET

LIRE

✓ **Enjeux internationaux** : nouveau trimestriel édité en Belgique, il se donne pour but de "fournir des clés pour décoder les grandes questions internationales" et "aider le lecteur à comprendre les enjeux globaux pour mieux agir en citoyen du monde". Pour cela, cette revue très complète se propose de "traiter en profondeur un thème ou un pays qui ait valeur de symbole", grâce à "une approche décalée qui rompt avec la conception classique de l'information et le suivisme standardisé de nombreux médias". Au sommaire du numéro 1 paru cet été, le Mexique, ce laboratoire de la mondialisation, avec des articles sur l'ALENA, l'alternance de juillet 2000, le mouvement indien, le poids de la religion, la culture sous de multiples aspects, etc. Fortement conseillé. Voir www.enjeux-internationaux.org